

Brésil

Marchés prometteurs en environnement

« Chaque secteur industriel est influencé par l'environnement et, dans la plupart des cas, il présente des débouchés. » C'est l'une des constatations qui figurent dans le rapport rédigé par M. Peter H. Rosenberg, l'un des participants à une mission effectuée, il y a quelques mois, au Brésil, par des experts-conseils du Québec, dans le cadre de projets d'investissement.

Cette mission était organisée par le gouvernement du Canada.

Les membres de la mission — y compris des représentants d'entreprises d'ingénierie et de gestion de projets, établies au Québec — ont tous trouvé que l'économie du Brésil, récemment libéralisée, présente de nombreuses possibilités.

Les secteurs principaux qui, selon le rapport, offrent des débouchés pour la technologie et le savoir-faire canadiens sont, entre autres, les télécommunications, l'exploitation minière, les forêts, l'agriculture, la construction, le transport et l'environnement.

D'après le rapport de M. Rosenberg, le Brésil vient de commencer à développer une industrie de protection de l'environnement, mais les progrès sont lents et ça demande du temps.

Les sociétés qui offrent une vaste gamme de produits et de services dans le domaine de l'environnement pourront tirer parti de cette situation.

Actuellement, on étudie, partout au Brésil, des programmes visant la protection et la conservation de l'environnement, certains avec l'aide de l'étranger et d'autres sans aide. Étant donné que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement se tiendra au Brésil en juin 1992, ce pays accorde beaucoup d'attention aux questions sur l'environnement et leur consacre beaucoup de ressources.

La Banque mondiale planifie un certain nombre de projets de plusieurs millions de dollars et envisage de financer des projets reliés à l'environnement.

Plusieurs pays, y compris l'Allemagne, ont consacré des centaines de millions de dollars à des projets destinés à protéger l'environnement au Brésil. Le Canada contribue également, mais dans une moindre mesure, à la réalisation de projets semblables — des accords ont été signés entre Environnement Canada

et des organismes brésiliens locaux pour l'amélioration de la qualité de l'eau, et le Canada a parrainé des programmes de formation et des visites de spécialistes brésiliens au Canada.

Voici les domaines qui, selon le rapport, offrent le plus de possibilités :

- des programmes d'information sur l'environnement et des programmes éducatifs destinés au grand public;

- des projets de consultation dans les secteurs suivants :

- le pétrole et le gaz, par l'entremise de la compagnie pétrolière nationale, Petrobras, ou ses filiales pétrochimiques dans plusieurs États;
- l'énergie, par l'intermédiaire de la société publique, Electrobras;
- les forêts, par l'entremise d'organismes gouvernementaux;
- les technologies de télédétection, par le biais du centre de recherche spatiale, INPE;
- le transport : des projets d'études de faisabilité de l'infrastructure pour les chemins de fer;
- les problèmes urbains tels que l'évacuation des vidanges; et
- le nettoyage des ports et des rivières.

Alors que le marché brésilien de plusieurs millions de dollars se développe, il sera possible de vendre directement des produits et des services. D'autres possibilités s'offriront aussi, y compris des accords d'octroi de licences, d'entreprise conjointe et de transfert de technologie.

Le rapport conclut que l'industrie environnementale sera, sans aucun doute, un marché lucratif dans les an-

nées 1990; elle créera des emplois dans le domaine de la haute-technologie axée sur les connaissances et offrira de nouvelles possibilités d'investissement et de commerce extérieur ainsi que de nouveaux débouchés aux petites et aux moyennes entreprises.

La mission d'évaluation du marché brésilien, d'une durée de 12 jours (dirigée par le délégué commercial du Centre du commerce international à Montréal, M. Irving Friedman) comprenait les entreprises suivantes : DTI Telecom Inc., SSSI International Inc. (construction clé en main) et Canac International Inc. (experts-conseils dans les domaines du transport et des télécommunications), toutes de Montréal, ainsi que Lupien Rosenberg et Associés Inc. (environnement), de Lachine (Québec), et Roche Ltée (experts-conseils en ingénierie), de Sainte-Foy (Québec).

La mission était organisée en collaboration avec l'Association des ingénieurs-conseils du Québec.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la mission, communiquer avec M. Irving Friedman, délégué commercial, Centre du commerce international, Montréal. Tél. : (514) 283-3249. Télécopieur : (514) 283-8794.

Pour plus d'informations sur les possibilités commerciales au Brésil (avec ses 150 millions d'habitants, c'est le pays le plus grand de l'Amérique du Sud), communiquer avec M. Roman Hruby, Direction de l'expansion du commerce en Amérique du Sud (LST), AECEC. Tél. : (613) 996-4199. Télécopieur : (613) 996-0677.

Taiwan : la Banque Royale ouvre une autre succursale

Des services commerciaux, de trésorerie, d'investissement, de services de banques correspondantes et de banque privée seront fournis par la nouvelle succursale de la Banque Royale du Canada, officiellement ouverte le 10 décembre 1990 dans la ville portuaire de Kaohsiung, à Taiwan.

La première succursale de la banque à Taiwan avait ouvert à Taipei en octobre 1983; elle a été agrandie pour répondre aux besoins commerciaux croissants.

Le Canada et Taiwan entretiennent de bonnes relations commerciales. Les

exportations annuelles de Taiwan vers le Canada ont augmenté de façon remarquable, de 558 millions de dollars en 1980 à 2,3 milliards de dollars en 1989. La valeur des produits importés par Taiwan du Canada a plus que triplé au cours de la même période, passant de 252 millions à 882 millions de dollars. De plus, le commerce entre le Canada et Taiwan croît à un taux annuel de 8 %.

Pour plus d'information sur les activités de la Banque Royale à Taiwan, communiquer avec M. Fred Billings, à Toronto. Tél. : (416) 974-2805.